

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/16206]

**26 NOVEMBER 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het opleidingsplan voor de coördinerende inspecteurs met toepassing van artikel 63, § 3, tweede lid, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst, artikel 63, § 3, lid 2;

Gelet op de "Gendertest" van 13 april 2020, uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, lid 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol voor vakbondsonderhandelingen binnen het Sector IX-onderhandelingscomité, het Comité voor Provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, Afdeling II, en het Onderhandelingscomité voor het statuut van het gesubsidieerd vrij onderwijspersoneel volgens de procedure van het Koninklijk Besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 houdende de organisatie van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het personeel dat onder deze overheden ressorteert, afgesloten op 18 augustus 2020;

Gelet op het advies nr. 68.075/2 van de Raad van State, uitgebracht op 19 oktober 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het voorstel van de coördinerend inspecteur-generaal om een opleiding te organiseren en het voorstel voor een opleidingsplan dat door het *Institut de la Formation en cours de Carrière*, in overleg met de coördinerend inspecteur-generaal, is opgesteld en op 29 juni 2020 aan de Regering is overgezonden;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie en de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het opleidingsplan voor de coördinerende inspecteurs bedoeld in artikel 63, § 3, tweede lid, van het decreet van 10 januari 2019 met betrekking tot de Algemene Inspectiedienst is opgenomen in de bijlage bij dit besluit.**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.**Art. 3.** De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie en de Minister van Onderwijs zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 november 2020.

De Minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/16207]

**26 NOVEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution de l'article 63, § 1, alinéa 3, § 4, alinéa 4, et § 5, alinéa 4, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection, l'article 63, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, § 4, alinéa 4, et § 5, alinéa 4;

Vu le « Test genre » du 15 juin 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu en date du 18 août 2020;

Vu l'avis n° 68.077/2 du Conseil d'Etat, donné le 19 octobre 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de la Promotion sociale et de la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « le décret » : le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection;

2° « l'épreuve de certification » : l'épreuve de certification visée à l'article 63, § 2, 6°, du décret;

3° « la formation » : la formation visée à l'article 63, § 2, 5°, du décret;

4° « l'inspecteur coordonnateur » : le membre du Service général de l'Inspection visé à l'article 63, § 1<sup>er</sup>, du décret;5° « jury » : le jury visé à l'article 63, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret.

CHAPITRE II. — *Modalités de forme et de délais pour l'introduction de la candidature à la fonction d'Inspecteur coordonnateur et modalités de publicité de la formation visée à l'article 63, § 2, 5°, du décret*

**Art. 2.** Les services du Gouvernement adressent par courrier électronique et courrier recommandé l'appel à candidatures à l'une des fonctions de promotion d'Inspecteur coordonnateur aux Inspecteurs qui remplissent à la date de l'appel les conditions visées à l'article 63, § 2, 1° à 4°, du décret, lequel précise :

- 1° les destinataires de l'appel à candidatures;
- 2° l'intitulé de la fonction à pourvoir et le profil de compétences commun à l'exercice de la fonction de promotion d'inspecteur coordonnateur au sein du Service général de l'Inspection;
- 3° les conditions d'accès et le moment où lesdites conditions doivent être réunies;
- 4° les documents à fournir, le délai pour les communiquer et les conséquences attachées à l'incomplétude du dossier de candidature ou au non-respect des délais pour faire acte de candidature;
- 5° les modalités de forme et de délais précises pour faire acte de candidature;
- 6° le calendrier et le programme de la formation;
- 7° les modalités de notification de la recevabilité de la candidature et la confirmation de l'inscription à la formation;
- 8° les modalités d'organisation et d'évaluation de l'épreuve de certification, ainsi que la pondération entre les critères d'évaluation;
- 9° les modalités de communication entre les services du Gouvernement et les candidats; les Services du Gouvernement peuvent imposer l'usage exclusif d'un procédé électronique spécifique.

**Art. 3.** Pour faire acte de candidature, l'inspecteur introduit sa candidature par envoi recommandé auprès de l'Inspecteur général coordonnateur, dans les délais fixés dans l'appel à candidature.

CHAPITRE III. — *Modalités d'organisation et d'évaluation de l'épreuve de certification et pondération des critères d'évaluation fixés à l'article 63, § 4, alinéa 3, du décret*

**Art. 4.** Le Service général de l'Inspection fixe les conditions de forme et le délai de remise du dossier écrit et convoque par courrier électronique et courrier recommandé les candidats à l'épreuve de certification.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. La partie écrite consiste en la remise d'un dossier écrit tel que décrit à l'article 63, § 4, alinéa 2, du décret.

La remise du dossier écrit est organisée concomitamment pour tous les candidats.

§ 2. La partie orale consiste en un entretien devant un jury au cours duquel le candidat à la fonction d'inspecteur coordonnateur présente son dossier écrit. Le candidat peut disposer d'un support pour cette présentation.

Cet entretien peut être organisé à des moments différents pour chaque candidat.

§ 3. Les critères d'évaluation fixés à l'article 63, § 4, alinéa 3, du décret sont pondérés comme suit pour le dossier écrit :

- 1° le critère 1° est noté sur 15;
- 2° les critères 2° et 3° sont notés chacun sur 10;
- 3° le critère 4° est noté sur 15.

La cotation attribuée s'arrête à la deuxième décimale.

§ 4. Les critères d'évaluation fixés à l'article 63, § 4, alinéa 3, du décret sont pondérés comme suit pour la défense orale :

- 1° le critère 1° est noté sur 15;
- 2° les critères 2° et 3° sont notés chacun sur 10;
- 3° le critère 5° est noté sur 15.

La cotation attribuée s'arrête à la deuxième décimale.

§ 4. La réussite de l'épreuve de certification est fixée à 50 points sur 100.

**Art. 6.** Le résultat de l'épreuve de certification et le classement des candidats par fonction ayant réussi l'épreuve sont transmis par le jury au Gouvernement et communiqués aux candidats dans un délai maximum de 20 jours ouvrables à dater de la passation de l'épreuve orale par le dernier candidat.

CHAPITRE IV. — *Modalités de fonctionnement du jury*

**Art. 7.** Le jury adopte son règlement d'ordre intérieur.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le jury se réunit valablement si la moitié au moins de ses membres est présente dont au moins un Inspecteur général.

§ 2. Les décisions des jurys sont prises à la majorité simple des membres présents.

En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Les membres suppléants ne siègent qu'en cas d'empêchement des membres effectifs, dûment justifié par un cas de force majeure ou un conflit d'intérêt éventuel, notamment dans les cas visés au § 2.

Cette justification est communiquée par écrit au président et au secrétaire du jury.

§ 2. Un membre du jury ne peut prendre part aux délibérations concernant un candidat dont il est soit le conjoint, soit le cohabitant, soit un parent ou allié jusqu'au quatrième degré inclus.

**Art. 10.** Le jury se fait assister d'un ou plusieurs secrétaire(s), désigné(s) par le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif.

Le secrétaire est notamment chargé de dresser les procès-verbaux des délibérations du jury, de notifier les décisions du jury et avertir les organisations syndicales de la tenue des réunions du jury pour assurer, le cas échéant, la présence d'un observateur. Il n'a pas voix délibérative.

**Art. 11.** Les membres du jury sont tenus à la plus grande discrétion quant au déroulement et à la teneur des épreuves et des délibérations.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 13.** La Ministre de l'Enseignement de la Promotion sociale et la Ministre de l'Education sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 novembre 2020.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,  
C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/16207]

**26 NOVEMBER 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van artikel 63, § 1, derde lid, § 4, vierde lid, en § 5, vierde lid, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst, artikel 63, § 3, lid 2;

Gelet op de "Gendertest" van 15 juni 2020, uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, lid 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol voor vakbondsonderhandelingen binnen het Sector IX-onderhandelingscomité, het Comité voor Provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, Afdeling II, en het Onderhandelingscomité voor het statuut van het gesubsidieerd vrij onderwijspersoneel volgens de procedure van het Koninklijk Besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 houdende de organisatie van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het personeel dat onder deze overheden ressorteert, afgesloten op 18 augustus 2020;

Gelet op het advies nr. 68.077/2 van de Raad van State, uitgebracht op 19 oktober 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie en de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "het decreet": het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst;

2° "de certificeringproef" : de in artikel 63, § 2, 6°, van het decreet bedoelde certificeringsproef;

3° "opleiding" : de opleiding bedoeld in artikel 63, § 2, 5°, van het decreet;

4° "de coördinerend inspecteur" : het lid van de Algemene Inspectiedienst bedoeld in artikel 63, § 1 van het decreet;

5° "examencommissie" : de examencommissie bedoeld in artikel 63, § 5, eerste lid, van het decreet.

**HOOFDSTUK II. — Formele procedures en termijnen voor het indienen van een kandidaatstelling voor het ambt van coördinerend inspecteur en procedures voor de bekendmaking van de opleiding bedoeld in artikel 63, § 2, 5°, van het decreet**

**Art. 2.** De Regeringsdiensten sturen de oproep tot het indienen van kandidaturen voor een van de bevorderingsambten van coördinerende inspecteur per e-mail en aangetekend naar de inspecteurs die op de datum van de oproep voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 63, § 2, 1° tot 4°, van het decreet, dat bepaalt:

1° de bestemmingen van de oproep tot kandidaatstelling;

2° het opschrift van het te vervullen ambt en het competentieprofiel dat gemeenschappelijk is voor de uitoefening van het bevorderingsambt van coördinerend inspecteur binnen de Algemene Inspectiedienst;

3° de toegangsvoorwaarden en het tijdstip waarop aan deze voorwaarden moet worden voldaan;

4° de te verstrekken documenten, de termijn voor de mededeling ervan en de gevolgen van onvolledige aanvragen of het niet naleven van de aanvraagtermijn;

5° het formulier en de precieze termijnen voor het indienen van het aanvraagformulier;

6° het tijdschema en het programma van de opleiding;

7° de procedures voor de kennisgeving van de ontvankelijkheid van de aanvraag en de bevestiging van de inschrijving voor de opleiding;

8° de nadere regels voor de organisatie en de evaluatie van de certificatieproef, alsook de weging van de evaluatiecriteria;

9° de nadere regels voor de communicatie tussen de Regeringsdiensten en de kandidaten; de Regeringsdiensten kunnen het exclusieve gebruik van een specifieke elektronische procedure opleggen.

**Art. 3.** Om zich kandidaat te stellen, dient de inspecteur zijn kandidatuur per aangetekend schrijven in bij de coördinerend inspecteur-generaal, binnen de termijn die in de oproep tot kandidaatstelling is vastgesteld.

HOOFDSTUK III. — *Methoden voor de organisatie en de evaluatie van de certificeringsproef en de weging van de in artikel 63, § 4, derde lid, van het decreet vastgestelde evaluatiecriteria*

**Art. 4.** De Algemene Inspectiedienst stelt de formele eisen en de termijn voor het indienen van het schriftelijke dossier vast en roept de kandidaten op voor de certificeringsproef per e-mail en per aangetekende brief.

**Art. 5. § 1.** Het schriftelijke gedeelte bestaat uit de aflevering van een schriftelijk dossier zoals beschreven in artikel 63, § 4, lid 2, van het decreet.

De indiening van het schriftelijke dossier wordt voor alle kandidaten tegelijk georganiseerd.

§ 2 Het mondelinge gedeelte bestaat uit een interview voor een examencommissie waarbij de kandidaat voor het ambt van coördinerend inspecteur zijn schriftelijk dossier presenteert. De kandidaat kan een bijstand krijgen voor deze presentatie.

Dit interview kan op verschillende tijdstippen voor elke kandidaat worden georganiseerd.

§ 3 De in artikel 63, § 4, lid 3, van het decreet vastgestelde evaluatiecriteria worden als volgt gewogen voor het schriftelijk dossier :

1° criterium 1° wordt gescoord op 15;

2° de criteria 2° en 3° krijgen elk een score op 10;

3° criterium 4° wordt gescoord op 15.

De toegekende score stopt bij de tweede decimaal.

§ 4 De in artikel 63, § 4, lid 3 van het decreet vastgestelde evaluatiecriteria worden voor de mondelinge verdediging als volgt gewogen:

1° criterium 1° wordt gescoord op 15;

2° de criteria 2° en 3° krijgen elk een score op 10;

3° criterium 5° wordt gescoord op 15.

De toegekende score stopt bij de tweede decimaal.

§ 4. 50 van de 100 punten worden toegekend voor het slagen voor de certificeringsproef.

**Art. 6.** Het resultaat van de certificeringsproef en de rangschikking van de kandidaten per ambt die voor de proef zijn geslaagd, worden door de examencommissie aan de Regering toegezonden en aan de kandidaten meegedeeld binnen een termijn van maximaal 20 werkdagen vanaf de datum van de mondelinge proef door de laatste kandidaat.

HOOFDSTUK IV. — *Werkwijze van het selectiecomité*

**Art. 7.** De examencommissie stelt haar huishoudelijk reglement vast.

**Art. 8. § 1.** De examencommissie komt geldig bijeen als ten minste de helft van de leden aanwezig is, waaronder ten minste één inspecteur-generaal.

§ 2. De beslissingen van de examencommissies worden genomen met een gewone meerderheid van de aanwezige leden.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

**Art. 9. § 1.** De plaatsvervangende leden nemen alleen zitting in geval van verhindering van de werkende leden, naar behoren gemotiveerd door een geval van overmacht of een mogelijk belangenconflict, inzonderheid in de gevallen bedoeld in § 2.

Deze motivering wordt schriftelijk aan de voorzitter en de secretaris van de examencommissie meegedeeld.

§ 2 Een examencommissielid mag niet deelnemen aan de beraadslagingen over een kandidaat waarvan hij of zij de echtgeno(o)t(e), samenwonende partner, ouder of familielid is tot en met de vierde graad.

**Art. 10.** De examencommissie wordt bijgestaan door een of meer secretarissen die worden benoemd door de ambtenaar die verantwoordelijk is voor de algemene directie voor de sturing van het onderwijsstelsel.

De secretaris is inzonderheid belast met het opstellen van de proces-verbalen van de beraadslagingen van de examencommissie, het meedelen van de beslissingen van de examencommissie en het meedelen van de vergaderingen van de examencommissie aan de vakbondsorganisaties, om zo nodig de aanwezigheid van een waarnemer te garanderen. Hij is niet stemgerechtigd.

**Art. 11.** De leden van de examencommissie zijn verplicht de grootst mogelijke discretie in acht te nemen in verband met het verloop en de inhoud van de proeven en beraadslagingen.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 13.** De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie en de Minister van Onderwijs zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 november 2020.

De Minister-president,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR